

# Quand les pays du Nord provoquent les migrations

PAR ANNE-MARIE IMPE

Rédactrice en chef

éditorial

Septembre 2005. Des centaines de jeunes Africains se jettent à l'assaut des grillages de Ceuta et Melilla. Et tentent avec l'énergie du désespoir de pénétrer en Europe. Certains ont quitté leur pays – Cameroun, Côte d'Ivoire, Nigeria, Sénégal, Sierra-Leone, etc. – depuis plusieurs années déjà et sont arrivés au Maroc au terme d'un périple hallucinant.

Ils ont ensuite croupi dans les montagnes de Gurugu ou d'ailleurs pendant des semaines, voire des mois, guettant le moment tant attendu du « passage ». Depuis 1990, chaque année, entre 15 et 20 000 nouveaux Subsahariens seraient ainsi venus grossir les rangs des illégaux au Maroc. (1)

En septembre 2005, les forces de « sécurité » tirèrent sur ces « gueux » que le dénuement avait projetés contre les barbelés de la citadelle européenne. Bilan : 11 morts. Victimes de l'insoutenable inégalité de la répartition des richesses dans le monde.

Ces images-chocs émurent ou effrayèrent les opinions publiques. D'autant que nombre de clandestins rescapés furent reconduits à la frontière algérienne et abandonnés dans le désert. Mais ce traitement inhumain ne découragea pas les candidats à l'émigration, qui cherchèrent d'autres pistes pour gagner l'eldorado supposé. « *Nous n'avons pas d'autre choix que de partir. Il n'y a pas d'avenir chez nous. La misère tue bien plus que les guerres. Pourtant, vous n'accordez pas l'asile aux naufragés économiques* », me confiait Mamadou D., un jeune diplômé malien, arrivé jusqu'à Bruxelles.

Depuis quelques mois, les émigrants subsahariens partent essentiellement des côtes sénégalaises, embarquant dans de frêles pirogues de pêche, à destination des Canaries, comme on le lira dans le reportage de Pierre Cherruau, en pages 6 à 9 de ce magazine. Chaque jour, de nouvelles routes s'esquissent. Les contrôles aux

abords de l'Italie et de l'Espagne s'étant renforcés, c'est au tour des îles grecques d'être perçues comme une porte d'entrée possible dans la forteresse européenne. Selon des chiffres officiels, 5 000 jeunes Africains séjourneraient actuellement à Istanbul, devenue la nouvelle « salle d'attente » de l'Europe.

Face à ces immigrants illégaux, de plus en plus nombreux et décidés, les gouvernements européens tentent de trouver des solutions. Et multiplient les conférences, plans et programmes : Consensus européen sur le développement, Stratégie pour l'Afrique, Conférence de Rabat et Partenariat entre l'Union européenne et l'Afrique sur les infrastructures se sont ainsi succédé en quelques mois à peine.

Mais que peut-on espérer de ces nouvelles initiatives ? Voilà près de cinquante ans que les pays riches « aident » les pays pauvres. Avec quels résultats ? **L'échec des politiques de développement est jusqu'ici cuisant.** Les pays du Sud portent bien sûr une lourde part de responsabilité dans le naufrage de leurs économies. La corruption et la gabegie de certaines de leurs élites n'y sont pas étrangères. Et s'il n'est évidemment pas question de les en exonérer, il serait toutefois urgent que les pays du Nord étudient, de manière critique et indépendante, leur rôle dans ce fiasco. Impulser le développement est – et restera – bien sûr une gageure, mais bannir la langue de bois et oser poser des diagnostics sans complaisance, même s'ils risquent d'être perçus comme politiquement incorrects, est un préalable incontournable pour construire des programmes qui aient enfin une chance d'aboutir. A supposer bien sûr que l'on souhaite réellement le développement des pays les moins avancés !

Pour redonner des perspectives d'avenir aux jeunes du Sud sans qu'ils soient obligés de quitter

(1) Lire à ce sujet CAPRIOLI Nathalie, « Naufrage aux portes de l'Europe », *Enjeux internationaux* n°5 et 6, troisième et quatrième trimestres 2004.



**Juin 2006. Des dizaines de candidats à une vie meilleure quittent le Sénégal, à bord d'une frêle pirogue. Leur périple s'achèvera à Ténériffe, où ils seront interceptés par la police espagnole.**

leur pays, une politique de développement, même efficace, ne suffit cependant pas. Encore faut-il que les autres stratégies et programmes mis en œuvre n'en détruisent pas les effets. Autrement dit, que les différentes politiques – agricole, commerciale, industrielle ou d'immigration – soient cohérentes et se renforcent mutuellement.

Or, force est de constater qu'on est loin du compte. « *Actuellement, dénonce Sara Dahlsten, dans un rapport de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), les politiques de plusieurs pays membres vont à l'encontre du développement durable des pays en développement. [...] L'agriculture, poursuit-elle, est le secteur dans lequel les pays de l'OCDE créent le plus de distorsion des échanges, par le subventionnement de la production et des exportations, ainsi que par les droits de douanes et les obstacles non tarifaires qui pèsent sur les produits importés.* »<sup>(2)</sup>

Prenons trois exemples concrets, qui concernent tous l'Union européenne : les produits laitiers, le sucre et les ressources halieutiques.

**1 •** « *L'UE reste l'un des plus grands exportateurs de lait et de produits laitiers du monde. Elle est à l'origine de 40% des exportations de lait entier en poudre, pourcentage qu'elle ne peut maintenir qu'au moyen de subventions* », explique Sara Dahlsten. Conséquences ? D'un côté, l'Union européenne dépense des sommes importantes dans le cadre de l'aide au développement pour

encourager la production locale de lait, comme elle l'a fait au Kenya, en Inde ou en Jamaïque et, de l'autre, les subventions européennes à l'exportation anéantissent les efforts des producteurs locaux en les privant de débouchés pour leurs produits. « *Ce que l'UE construit d'une main, elle le détruit de l'autre* », m'expliquait un responsable d'une coopérative en Orissa (Inde).

**2 •** Le sucre illustre, lui aussi, cette même incohérence. « *En 2000-2001, l'UE a exporté près de 7 millions de tonnes de sucre à des prix largement inférieurs aux coûts de production* », note Sara Dahlsten. D'après une étude de la Banque mondiale, cette pratique aurait provoqué une baisse de 17% des cours mondiaux et la perte de marchés pour les producteurs de plusieurs pays en développement. « *Au Mozambique, par exemple, les coûts de production sont parmi les plus bas au monde et le secteur fournit un emploi et des revenus à 23 000 personnes, chiffre qui pourrait s'accroître considérablement si les marchés à l'exportation s'élargissaient* », souligne encore le rapport de l'OCDE. Or, en 2001, l'UE a exporté 770 000 tonnes de sucre en Algérie et 150 000 au Nigeria, privant ainsi le Mozambique de deux marchés importants.

**3 •** *Last but not least*, la pêche. Depuis 1979, l'Europe a signé des accords avec une quinzaine de pays africains. A l'époque, les mers du Sud étaient encore riches en poissons, alors que celles du Nord en manquaient déjà. Se basant sur ce constat, l'UE versait une contribution financière à ces pays pour avoir le droit d'envoyer ses bateaux dans leurs zones de pêche.

Mais victimes de la surexploitation, les ressources halieutiques ont dramatiquement diminué : les trop grandes quantités de céphalopodes (poulpes, seiches, etc.) capturés ne permettent par exemple plus d'assurer une bonne reproduction des espèces. Aujourd'hui, les stocks de poissons sont insuffisants pour satisfaire à la fois les besoins des pêcheurs locaux et les appétits des flottilles asiatiques et européennes qui opèrent dans leurs eaux.

L'accord de pêche conclu entre l'UE et le Sénégal expirait le 30 juin et celui avec la Mauritanie, le 31 juillet. D'après négociations sont actuellement en cours pour leur renouvellement, auquel s'opposent notamment les pêcheurs locaux, qui dénoncent le pillage de la ressource par les bateaux étrangers. Est-il dès lors encore légitime de reconduire ces accords ? Entrer en concurrence avec les pêcheurs artisans ouest-africains, dont la survie dépend de cette activité, favorise en tout cas davantage l'émigration que le développement.

Mais le phénomène est global. Outre-Atlantique, les mêmes politiques néolibérales et leurs incohérences engendrent les mêmes effets dévastateurs.

Avant l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA), entré en vigueur en 1994, le Mexique produisait suffisamment de maïs et de haricots pour nourrir sa population.

Aujourd'hui, il en cultive toujours assez, mais une tortilla sur trois est préparée à partir de maïs bon marché, importé des Etats-Unis, constate le professeur Greg Grandin, de l'Université de New York, dans un article paru dans l'*International Herald Tribune*.<sup>(3)</sup> En matière de prix, les petits agriculteurs mexicains ne peuvent rivaliser avec les grands céréaliers du Midwest, qui bénéficient de surcroît de plantureuses subventions de leur gouvernement. Résultat ? Près de 3 millions de tonnes de maïs mexicain pourrissent chaque année !

En 2008, les dernières taxes appliquées au maïs et aux fèves provenant des Etats-Unis seront supprimées, de même que la plupart des subsides que le Mexique distribue encore à ses paysans. Par contre, les subventions bien plus généreuses que Washington accorde à son secteur agricole resteront, elles, en vigueur, souligne encore le professeur Grandin !

Si, en 1993, plus de 10 millions de Mexicains vivaient de la terre, ils ne sont plus que 7 millions aujourd'hui. Il y a fort à parier que de nombreux paysans ont passé la frontière et sont aujourd'hui vendeurs de *tacos* ou hommes à tout faire à Los Angeles ou Dallas. On estime qu'il y a actuellement 11 millions d'illégaux aux Etats-Unis, dont plus de la moitié sont mexicains.<sup>(4)</sup>

En mai dernier, le président Bush proclamait haut et fort son intention de lutter tous azimuts contre l'immigration clandestine. En voyage à Yuma, en Arizona, il annonçait... la construction d'un mur entre le Mexique et les Etats-Unis ainsi que le déploiement de 6 000 membres de la garde nationale le long de la frontière !<sup>(5)</sup>

N'est-il pas paradoxal pour un chef d'Etat de déclarer vouloir combattre fermement l'immigration illégale, à coup de mesures coercitives onéreuses, alors que son gouvernement lui-même provoque le phénomène – ou, à tout le moins, l'aggrave considérablement – par le biais des politiques agricoles et commerciales mises en œuvre ?

Eviter ce hiatus, c'est ce que Bruxelles déclare vouloir faire désormais. « *L'Union tient compte des objectifs de la coopération au développement dans la mise en œuvre des politiques qui sont susceptibles d'affecter les pays en développement* », précisait l'article 316 de la « Constitution », rejetée par la France et les Pays-Bas.

Le 12 avril 2005, la Commission présentait au Conseil et au Parlement des propositions intitulées : « Cohérences des politiques au service du développement. » Elle avait à cet effet recensé un certain nombre de domaines prioritaires, dont l'agriculture. « *L'UE poursuivra ses efforts pour limiter au maximum la distorsion des échanges* », peut-on notamment lire dans ce chapitre.

Des mesures concrètes seront-elles réellement prises pour appliquer ces orientations et dépasser les simples déclarations d'intention ? L'avenir nous le dira. Les documents de la Conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) ne laissent cependant pas beaucoup d'espoir à ce sujet. « *Les propositions, souligne OXFAM international, vont autoriser les pays riches à augmenter leurs subventions agricoles néfastes aux pays pauvres contrairement à ce qui avait été promis. Les Etats-Unis pourraient ainsi hausser leurs subventions agricoles de 19,7 milliards de dollars (niveau de 2005) à 22,7 milliards de dollars, tandis que celles de l'UE passeraient de 22,9 milliards de dollars à 33,1 milliards.* »<sup>(6)</sup>

Si la libéralisation agricole a entraîné une énorme croissance de la production et un gonflement impressionnant du volume de produits commercialisés, elle a aussi ruiné de nombreux petits agriculteurs.

L'économie globalisée, basée sur le libre commerce, a montré sa capacité à augmenter la richesse d'une minorité d'individus et d'entreprises, au Nord comme au Sud. Mais elle n'a en aucun cas amélioré le sort des plus démunis ni procuré la prospérité au plus grand nombre.

N'est-il dès lors pas urgent de reconnaître aux pays en développement le droit de protéger leurs économies ou, à tout le moins, les produits les plus sensibles ? Et, plus largement, ne faudrait-il pas revoir le système économique global, en plaçant l'être humain au cœur des préoccupations, dans le respect de ses droits les plus fondamentaux et du développement durable ?

En 1970, les pays les plus avancés (20% de la population) bénéficiaient de 68% des revenus mondiaux. En 2000, ils en accaparent 81%, alors qu'ils ne représentent plus que 16% de la population !<sup>(7)</sup> Il arrivera un moment où le mur de Yuma et les barbelés de Ceuta et Melilla ne suffiront plus à contenir les « hordes » de pauvres, prêts à tout pour échapper à la misère. Les confrontations pourraient alors être violentes.

**Seule une plus juste répartition des richesses, dans un système économique repensé, permettrait d'éviter des catastrophes très prévisibles.** Si nous n'agissons pas par altruisme, un égoïsme bien compris devrait nous conduire aux mêmes conclusions.

(2) DAHLSTEN Sara, *Approches institutionnelles de la cohérence des politiques au service du développement*, atelier de l'OCDE, Paris, 18-19 mai 2004.

(3) « How to be a good neighbor », July 12.

(4) PASSEL Jeffrey S., *Estimates of the Size and Characteristics of the Undocumented Population*, Pew Hispanic Center, March 21, 2005.

(5) Lire « Chávez est-il l'avenir de Castro ? », par Olivier Dabène, pages 40-43 de cette revue.

(6) *Aucun accord conclu cette année à l'OMC ne sera en faveur du développement*, Communiqué de presse, 28 juin 2006.

(7) CASTLES Stephen, *Forced Migration and Social Transformation*, Refugee Studies Centre, Oxford University, 2006.